

MITTAL/ARCELOR

Du nouveau à l'est



Indien, européen, indo-européen selon l'heure et le temps qu'il fait. Le temps des multinationales profite surtout à ceux qui savent tirer leur épingle du jeu. (photo: woxx)

Avec les rumeurs autour d'une offre de Vladimir Lissine, la bataille pour Arcelor entre dans un nouveau round. Entre-temps les législateurs se soucient beaucoup de la place financière, des actionnaires et un peu des salariés.

Tout comme Lakshmi Mittal, Vladimir Lissine a commencé en bas de l'échelle. Mais le parallèle s'arrête là. D'abord simple ouvrier dans une mine de charbon russe, Lissine a choisi de s'éduquer à son propre compte. Ses connaissances exceptionnelles en matière d'acier aidant, il réussit assez vite à se hisser dans la position de vice-directeur d'un des plus grands fabricants d'acier de l'Union soviétique. Après la chute du communisme, il monte à Moscou avec Oleg Soskovets, alors directeur général des aciéries Karaganda et ministre de la métallurgie, dont il est le protégé. En 1992 on le retrouve au sein du groupe TransWorld, dirigée par les frères Tchernoi, à la réputation sulfureuse. Il y revêt la position d'expert pour les branches de la métallurgie et de l'acier, alors que la spécialité de TransWorld est l'aluminium. Sans son expertise le groupe n'aurait jamais pu s'imposer de force sur le marché russe.

Lorsqu'il quitte le navire en 2000, celui-ci est déjà en train de couler et les frères Tchernoi ne sortiront pas de sitôt des poursuites judiciaires. En contrepartie il obtient les parts que TransWorld détenait chez le fabricant d'acier Novolipetsk. Deux ans et quelques échauffourées plus tard, il réussit enfin à contrôler la quasi totalité de cette entreprise, après l'éviction réussie de l'oligarque Potanine. En 2002 il entame un partenariat stratégique avec son concurrent sur le marché de l'acier russe, Alexander Abramov (Evrazholding).

Il ne devrait donc pas contredire ni Mittal, ni Dollé sur le thème de la consolidation nécessaire dans le monde des fabricants d'acier. L'homme derrière la troisième fortune de Russie est surtout intéressé par l'expansion de ses activités vers l'Ouest, réputé plus stable que l'économie russe où la loi du plus fort prévaut parfois de façon trop brutale. Cette entrée de Lissine arrangerait Ar-

celor, car elle rendrait plus difficile, voire même impossible, l'OPA lancée par Mittal Steel. En plus, selon les experts, elle procurerait au deuxième fabricant d'acier du monde un accès privilégié aux matières premières russes. Le sérieux de cette nouvelle tournure peut se lire dans la réaction à vif de Lakshmi Mittal, qui a exhorté Arcelor à ne rien entreprendre qui pourrait nuire aux intérêts de ses actionnaires.

Mais en fin de compte, vaut-il mieux que 15 pour cent de l'Arcelor aillent à l'oligarchie russe, que 100 pour cent à un milliardaire indien, établi au Pays Bas? Avec 15 pour cent, Vladimir Lissine posséderait le triple des parts d'Arcelor que le plus grand actionnaire du moment, à savoir l'Etat luxembourgeois. Le modèle luxembourgeois, qui de toute façon ne résoudra pas le fond des problèmes, serait de ce fait remis en question. Comme il le serait en cas d'une reprise par Mittal.

Patriotisme économique

La peur de la mondialisation, le "patriotisme économique" qui émergeant un peu partout en Europe devraient être officiellement condamnés au cours du sommet européen qui a commencé hier jeudi. Ce beau geste risque fort d'être perçu comme une farce, car ceux qui accusent, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et les principaux visés, la France et l'Espagne, sont aisément interchangeables. En fait la question se pose de savoir quelle nationalité peut être attribuée à des entreprises multinationales.

Par exemple, si le siège d'Arcelor est toujours à Luxembourg, cela n'en fait pas pour autant une firme à 100 pour cent luxembourgeoise. Par contre, personne n'insiste sur le fait que le QG de Mittal Steel est à Rotterdam, ce qui en fait une firme purement européenne. L'avantage dans ce jeu de cache-cache est clairement du côté des firmes au détriment des gouvernements nationaux.

La structure internationalisée permet une certaine flexibilité dans l'argumentation et dans les stratégies. Ainsi Mittal Steel, qui ambitionne dans ses communiqués de presse, ou dans les interviews donnés par ses dirigeants de construire un "champion européen" en "fusionnant" avec Arcelor, se situe dans la rhétorique néolibérale pro-européenne la plus pure. De l'autre côté, les dirigeants du groupe n'hésitent pas à se faire aider par des hommes politiques indiens pour mettre sous pression économique ou morale les dirigeants européens, évoquant un "racisme économique" à l'égard de leur compatriote Lakshmi Mittal. Qui d'ailleurs possède un passeport britannique ...

A l'autre bout, les politiciens se retrouvent coincés d'un côté par les salarié-e-s, leur clientèle électorale, et le monde financier libéral, qu'ils défendent mais qui possède aussi un arsenal de moyens de pression. Ce n'est pas pour rien que le député Laurent Mosar, président de la commission des finances de la Chambre des députés, a mis en avant de ses amendements à la loi dite "anti-OPA", la "crédibilité internationale de la place financière luxembourgeoise, pour les investisseurs internationaux". Qui dit crédibilité, dans des milieux pareils, dit aussi fiabilité et servilité.

C'est ce qui s'est passé avec la commission des finances, qui d'ailleurs a fait état de certaines "pressions", dans la presse internationale. De fait, ils ont écarté les modifications de loi proposées par la chambre de commerce - et de son président Michel Wurth, dirigeant d'Arcelor, ce qui donnait le piment à l'affaire - qui rendraient quasiment impossible la reprise d'Arcelor par Mittal Steel. Et ce par un truchement au niveau de la liquidité des actions. Afin de se mettre encore plus à l'abri devant les attaques internationales, les parlementaires luxembourgeois ont longuement insisté sur le fait que leurs amendements seraient en accord avec la législation européenne, allant même jusqu'à admettre qu'ils avaient copiés sur leurs voisins allemands. C'est-à-dire aussi conforter l'actionnaire-roi, en leur confiant encore plus de droits en cas de reprise.

En ce qui concerne leurs autres "clients", les salarié-e-s ou leurs représentant-e-s, la commission des finances leur accorde dans leurs amendements un droit à l'information strictement réglementé et une possibilité de donner leur avis. Mais rien ne force les actionnaires ou le patronat à les écouter.

Luc Caregari

Ombudsmann: Vom Saulus zum Paulus

Seit er vom Justizminister nach einem Zwischenstopp in Straßburg zum Ombudsmann geworden ist, scheint Marc Fischbach die Justiz von einer neuen Seite zu entdecken: die der Betroffenen. Und aus seinem neuen Blickwinkel sticht auch ihm die Arroganz der Macht ins Auge. Mangel an Informationen und Transparenz, schleppende Prozeduren und vor allem fehlenden Kooperationswillen bescheinigt der Ombudsmann der dritten Gewalt. Seine gesetzlich vorgesehenen Befugnisse würden abgewehrt mit dem Argument der Gewaltentrennung, der Unabhängigkeit der Justiz oder der Schweigepflicht. Eine Lösung sieht Fischbach in der Schaffung eines "Conseil supérieur de la justice", dem aufgrund von Anzeigen, Anfragen oder auf Eigeninitiative nicht nur eine externe Kontrolle, sondern gegebenenfalls auch eine Disziplinarmaßnahme gegenüber Magistratur, Justizverwaltung und Staatsanwaltschaft obliegen würde. Sollte die Regierung Fischbachs Empfehlung nachkommen, wäre mit dem neuen Gremium ein weiterer Stein im Mosaik der Stärkung der Bürgerrechte gegenüber dem Staatsapparat gelegt. Die von Fischbach vorgeschlagene Struktur hätte zudem Modellcharakter für andere Verwaltungen, die sich bislang nur interne Kontrollorgane gegeben haben, wie etwa die Polizei.

Wasser: Ware oder Menschenrecht?

Enttäuschend dürfte die Abschlusserklärung des Weltwasserforums in Mexico (siehe auch Seite 4) vor allem für diejenigen ausfallen, die auf den Einfluss der Zivilgesellschaft bei dieser UN-Veranstaltung gesetzt hatten. Die TeilnehmerInnen konnten sich nicht dazu durchringen, die Versorgung mit Trinkwasser als Menschenrecht anzuerkennen. Damit liegen sie auf einer Linie mit den Lobbies der Wasserkonzerne, befinden sich aber im Widerspruch mit dem Wirtschafts- und Sozialrat der Vereinten Nationen, der dieses Recht anerkannt hat. Das Weltwasserforum hält allerdings weiter am Millennium Goal fest, die Zahl der Menschen, die keinen Zugang zu sauberem Wasser haben, bis 2015 zu halbieren. Dazu müssten alle Akteure, ob private oder öffentliche, zusammenarbeiten, heißt es in der Schlusserklärung. Diese Aussage versucht, sich an der von NGOs aufgeworfenen Gretchenfrage vorbei zu mogeln. Deren Forderung lautete: "Wasser für alle, Schutz vor dem Zugriff der Konzerne!" Doch die Wasserkonzerne, sehr aktiv bei der Privatisierung der EU-Wasserwirtschaft, wittern Milliardenengeschäfte beim Aufbau der Wasserversorgung in den Entwicklungsländern - vor allem, wenn sie dabei von UN-Institutionen wie der Weltbank gedeckt werden. Anders als in der EU dürften die Folgen für die betroffene Bevölkerung dramatisch sein.

Return to Sender



Gratisreisen nach Chicago, Freikarten für's Kino, "Arbeits"-Essen mit fünf Gängen. Manchmal werden (auch Luxemburgs) JournalistInnen ziemlich verwöhnt. Im Gegensatz zu Mittal hat Arcelor zwar die woxx immer noch nicht entdeckt, doch ansonsten kann auch die "andere Wochenzeitung" Luxemburgs sich fast täglich über Einladungen jedweder Art freuen. Ein weiterer Weg, die schreibende Zunft einzulullen, sind Werbegeschenke. Praktisches gab's heuer von den Gewerkschaften, in Form eines ein Allzweckwerkzeugs. Und diese Woche wurden uns sogar teure Uhren zugeschickt. So dachten wir jedenfalls, als wir zwei unförmige, luxuriös ausgestattete Pakete, von der Post zur Redaktion schleppten. Sie stammten von einer Nobeluhrenfirma und waren vom Absender jeweils mit 13 Euro freigemacht. Doch außer Luft, ein paar Billig-Gadgets und einer vierfarbigen Hochglanzbroschüre war in den Paketen nichts enthalten. Geld zum Fenster hinauswerfen und anderen Leuten die kostbare Zeit stehlen - wozu das Ganze? Um aufzufallen? Tatsächlich haben wir uns den Namen besagter Firma gut gemerkt. Sollte nochmals Post vom Chronographen-Hersteller auf uns warten, werden wir sie ungeöffnet an den Absender zurückschicken.